

problèmes sur le terrain : désarmer et réintégrer les enfants-soldats, sortir les armes de la circulation dans les sociétés qui en sont saturées, et recycler et rééquiper les gens dans ces sociétés afin qu'ils puissent mener une vie paisible et productive.

Les sociétés stables et ouvertes fournissent un fondement solide pour le renforcement de la sécurité humaine. Les dirigeants de l'hémisphère l'ont affirmé à Santiago en mettant l'accent sur la démocratie, la justice et les droits de la personne. Les trois priorités sont la consolidation de la paix, l'intégration de tous les secteurs à la vie politique, économique et sociale de nos sociétés, et le renforcement des institutions démocratiques.

Les sociétés qui émergent d'un conflit requièrent une attention particulière. Par son initiative de consolidation de la paix, le Canada soutient un certain nombre de projets en Amérique centrale pour renforcer la capacité locale de gérer les différends sans violence et de créer les conditions d'une paix durable. Aujourd'hui, la secrétaire aux Affaires étrangères Green et moi avons annoncé un programme conjoint Canada-Mexique de coopération avec l'Organisation panaméricaine de la santé pour l'aide aux victimes de mines antipersonnel en Amérique centrale.

Un grand défi collectif qui se pose est celui qui consiste à promouvoir une plus grande équité sociale tout en poursuivant les réformes économiques et la croissance durable. Tous nos citoyens, y compris les femmes, les enfants, les handicapés et nos populations autochtones, doivent pouvoir vivre dans des sociétés qui reflètent leurs intérêts, satisfassent leurs aspirations légitimes et leur garantissent une participation et un accès réels à la vie politique, économique et sociale de nos pays.

Le renforcement des cadres nationaux des droits humains et le système interaméricain des droits de la personne sont les deux instruments qui permettront de faire avancer ce dossier. Je trouve particulièrement encourageant le fait que les questions autochtones commencent à apparaître de façon plus nette sur l'écran radar de l'hémisphère. En fait, le Mexique et le Canada coopèrent pour nouer des liens entre nos communautés autochtones en mettant l'accent sur le développement de partenariats d'affaires.

Les progrès réalisés dans ces secteurs doivent s'accompagner d'un engagement à renforcer les institutions démocratiques, particulièrement les législatures et les appareils judiciaires. Le Canada a joué un rôle significatif pour élaborer les engagements concrets pris à Santiago sur plusieurs plans : promotion de l'accès à la justice, indépendance de la magistrature dans les systèmes de justice pénale, crime organisé et crime transnational, enfants et jeunes, et contacts plus réguliers entre les ministres de la Justice de l'hémisphère.

Les législatures sont elles aussi essentielles au fonctionnement efficace des démocraties représentatives. Au premier Sommet des Amériques, à Miami, nos dirigeants ont chargé l'OEA d'encourager les échanges d'expériences entre nos législatures. L'OEA s'est exécutée en organisant la première réunion d'un réseau de dirigeants parlementaires des Amériques à Saint-Domingue en novembre. Ce réseau est une étape importante pour développer les échanges parlementaires dans le cadre de l'OEA, processus que les ministres des Affaires étrangères ont entériné à l'Assemblée générale de l'OEA à Caracas en juin dernier.

Pour faire avancer la sécurité humaine, il faut considérer, non seulement les dossiers que nous abordons, mais la manière dont nous les abordons. À cette fin, le temps est venu de redéfinir l'interaction entre les gouvernements et les acteurs non étatiques par le dialogue, la consultation et la participation face aux nouveaux défis et menaces. Le renforcement de la société civile n'est pas seulement un élément clé de la consolidation de la démocratie. Il favorise la reddition de comptes et contribue à la formulation de meilleures politiques en tenant compte des préoccupations et de l'expertise des citoyens.

Au niveau régional, les dirigeants du Sommet ont souscrit à l'intensification du dialogue entre les gouvernements et la société civile. À l'OEA, nous travaillons ensemble à moderniser les relations de l'Organisation avec la société civile.

Nous devons continuer à réformer nos institutions régionales pour qu'elles répondent mieux aux défis de